



COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
NATIONAL CAPITAL COMMISSION

Rapport annuel au Parlement

*LOI SUR LA PROTECTION DES
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*

1^{ER} AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023

Canada



TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|---|
| INTRODUCTION..... | 1 |
| STRUCTURE ORGANISATIONNELLE..... | 1 |
| STATISTIQUES..... | 2 |
| Demandes traitées en vertu de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> | 2 |
| Consultations réalisées pour d'autres institutions..... | 3 |
| Exceptions invoquées..... | 4 |
| Impact de la pandémie de COVID-19..... | 4 |
| AMÉLIORATION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE..... | 4 |
| POLITIQUES ET PROCÉDURES ORGANISATIONNELLES..... | 4 |
| DÉLÉGATION DES POUVOIRS..... | 4 |
| SENSIBILISATION ET FORMATION..... | 5 |
| PLAINTES ET ENQUÊTES..... | 5 |
| ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE..... | 5 |
| SUIVI DE LA CONFORMITÉ..... | 5 |
| ATTEINTES À LA VIE PRIVÉE..... | 5 |
| COÛT DE L'APPLICATION DE LA <i>LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS</i> | 6 |

ANNEXE A : Rapports statistiques sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

ANNEXE B : Arrêté de délégation en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

INTRODUCTION

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (LPRP) accorde aux personnes de citoyenneté canadienne ou présentes au Canada le droit d'accéder à l'information dont dispose le gouvernement fédéral à leur sujet. La LPRP protège également de la divulgation non autorisée de ces renseignements personnels. Elle encadre aussi de manière très stricte la façon dont le gouvernement collecte, utilise, conserve, communique et retire les renseignements personnels. Ce rapport annuel au Parlement a été élaboré et doit être déposé conformément à l'article 72 de la LPRP.

La Commission de la capitale nationale (CCN) est une société d'État créée par le Parlement en 1959 pour assurer l'intendance des terrains et des bâtiments fédéraux de la région de la capitale nationale. Elle est responsable de la planification de la région de la capitale nationale et participe à son aménagement, à sa conservation et à son embellissement. La CCN est régie par un conseil d'administration national. Elle fait rapport au Parlement par l'entremise de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

La *Loi sur la capitale nationale* définit le mandat de la CCN. Cette dernière s'en acquitte en exerçant les activités suivantes :

- établir l'orientation de l'aménagement à long terme des terrains fédéraux de la région de la capitale nationale;
- définir les règles concernant l'utilisation et la mise en valeur de ces terrains;
- gérer, conserver et protéger les actifs de la CCN (y compris le parc de la Gatineau, la Ceinture de verdure, les parcs urbains, les biens immobiliers et d'autres biens, comme des ponts, des sentiers et des promenades);
- entretenir les sites patrimoniaux de la région, comme les résidences officielles et les lieux commémoratifs.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (Bureau de l'AIPRP) fait partie de la Direction des affaires publiques, juridiques et d'entreprise (APJE) de la CCN. Il est responsable de l'application de la LPRP et de la *Loi sur l'accès à l'information* pour le compte de l'institution. Le chef de l'AIPRP agit à titre de coordonnateur de l'institution, avec l'appui de trois analystes de l'AIPRP et d'une ressource à temps partiel (consultation).

Le Bureau de l'AIPRP veille à ce que la CCN respecte les obligations prescrites par la LPRP, qui consistent à répondre aux demandes de renseignements personnels (demandes) avec le soutien d'un réseau représentant l'AIPRP au sein des directions, pour chacun des secteurs d'activité de l'institution.

La CCN n'a été partie à aucun accord de service au sens de l'article 73.1 de la LPRP.

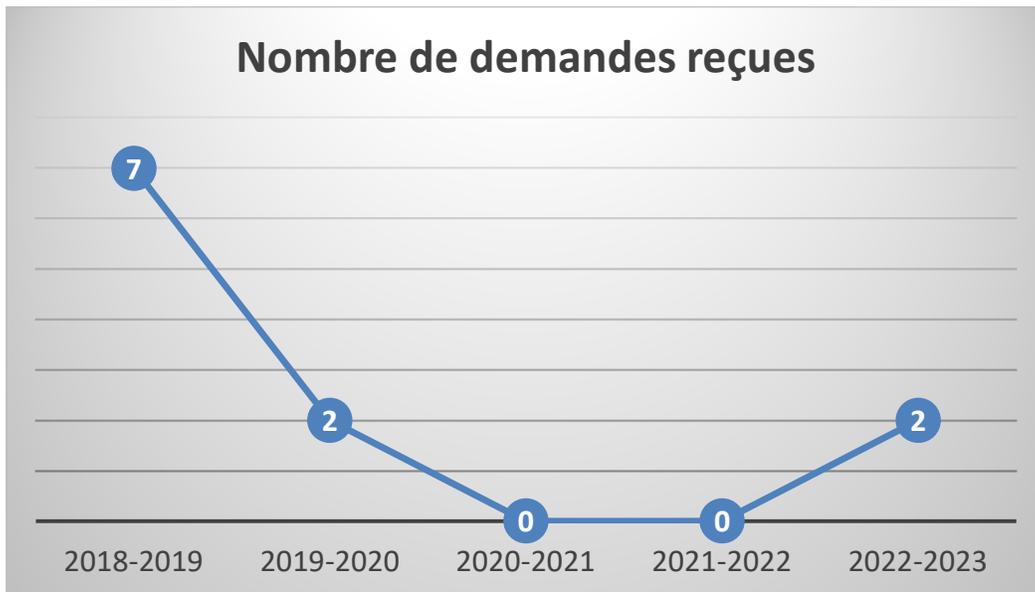
STATISTIQUES

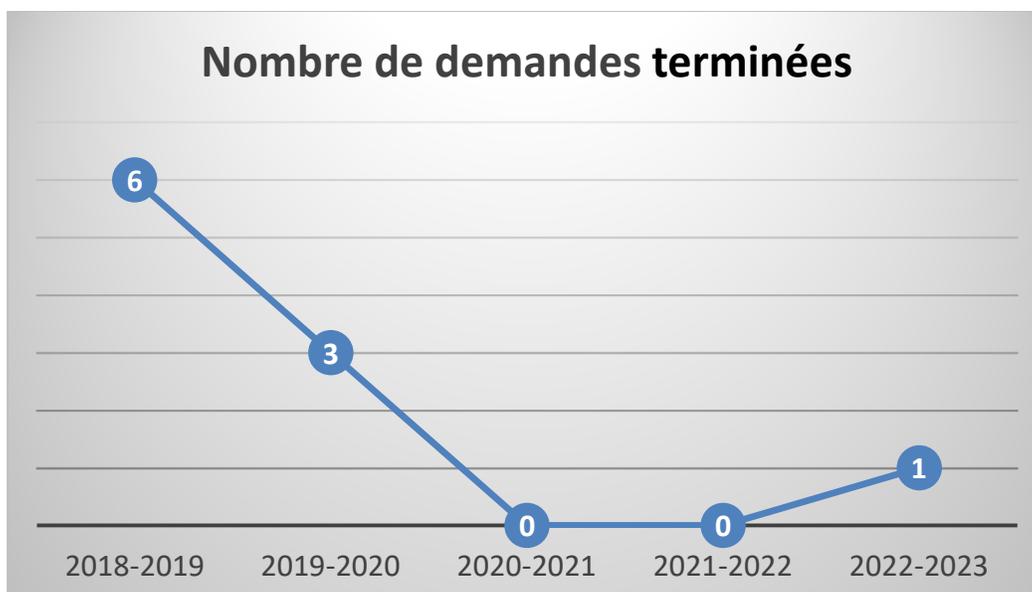
Les statistiques qui suivent décrivent la manière dont la CCN a mis en application la LPRP pendant la période allant du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023 (période de référence), comme on le présente à l'annexe A ci-jointe.

Demandes traitées en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

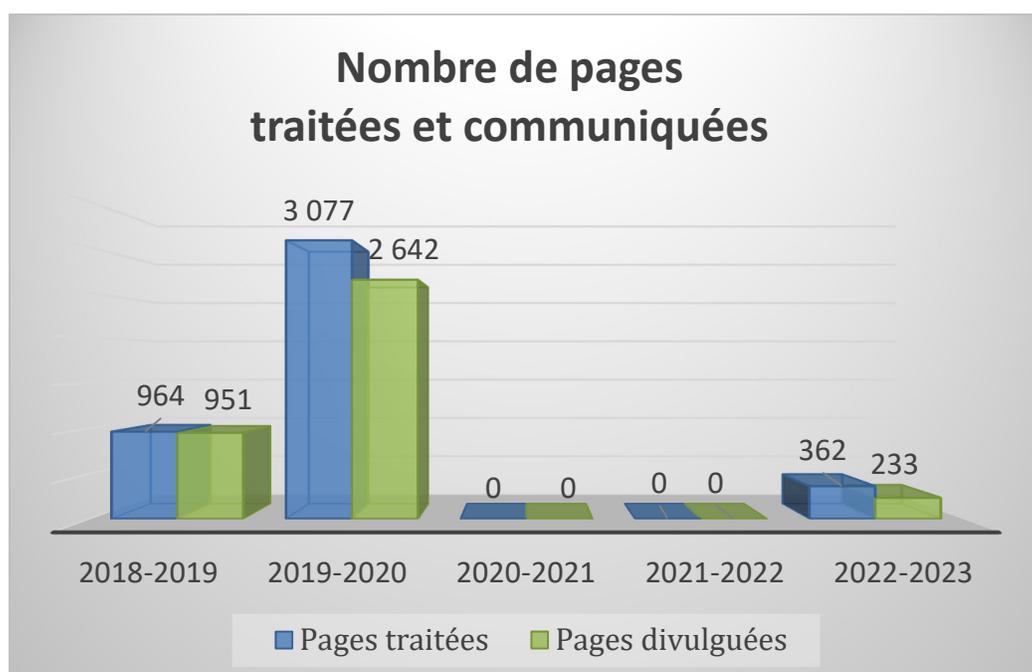
Il n'y avait aucune demande reportée des périodes de référence précédentes. Au cours de la période de référence, la CCN a reçu deux demandes. La première a été réglée avant la fin de la période, tandis que pour la deuxième, une prorogation de 30 jours a été invoquée en raison de la quantité de documents reçus pour la première. La deuxième demande a donc été reportée à l'exercice suivant.

Depuis l'exercice 2018-2019, la CCN a reçu 11 demandes en vertu de la LPRP. Le nombre de pages étudiées et transmises a varié considérablement au cours des derniers exercices. Aucune tendance et aucun événement n'explique cette fluctuation.





La CCN a répondu à la seule demande terminée dans le délai prescrit par la loi, c'est-à-dire dans les 30 jours suivant sa réception; le temps de réponse était donc entièrement conforme. Les documents demandés ont été transmis électroniquement. Une demande était toujours en suspens à la fin de la période de référence. Elle a été reçue au cours de cette période et se déroulait toujours dans le délai prescrit.



Consultations réalisées pour d'autres institutions

Sans objet, puisqu'aucune demande n'a été traitée.

Exceptions invoquées

Pour la demande terminée, il a été nécessaire d'invoquer certaines exceptions et de ne transmettre qu'une partie des documents demandés. Les exceptions invoquées visaient à protéger le secret professionnel de l'avocat et les renseignements portant sur des personnes autres que la personne requérante.

Impact de la pandémie de COVID-19

Aucune mesure liée à la directive COVID-19 n'a affecté les activités liées à l'AIPRP pour la période de référence.

AMÉLIORATION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Un audit a été mené dans le but d'évaluer le caractère adéquat et l'efficacité du cadre de contrôle de gestion de la CCN pour la collecte, l'utilisation, la conservation et le retrait des renseignements personnels.

En janvier 2023, la CCN a adopté le service de demande en ligne de l'AIPRP, qui permet au public de soumettre une demande en ligne et de recevoir la réponse également en ligne.

POLITIQUES ET PROCÉDURES ORGANISATIONNELLES

La CCN a plusieurs politiques administratives et marches à suivre (PAMS). La Politique sur la protection des renseignements personnels, en particulier, permet de veiller à ce que l'institution remplisse ses obligations en vertu de la LPRP.

Cette politique guide le personnel dans l'application de la LPRP et décrit les responsabilités du comité de la haute direction, des cadres à l'échelon supérieur, des personnes représentant les directions, des gestionnaires et du personnel en général. Sa dernière actualisation remonte à 2019.

DÉLÉGATION DES POUVOIRS

La présidence du conseil d'administration de la CCN est désignée responsable de l'institution en vertu du *Décret sur la désignation des responsables d'institutions fédérales* (LPRP TR/83-114). Elle est également responsable de l'application de la LPRP.

La présidence a délégué ses pouvoirs à du personnel clé au sein de l'institution, en conformité avec le paragraphe 73(1) de la LPRP.

Le premier dirigeant, la vice-présidente d'APJE et le chef de l'AIPRP disposent de tous les pouvoirs délégués. Les analystes de l'AIPRP disposent de pouvoirs délégués limités pour l'application d'exceptions précises.

Une copie de l'arrêté de délégation, signé le 2 mai 2022, se trouve à l'annexe B à titre de référence.

SENSIBILISATION ET FORMATION

Des séances de sensibilisation et d'information sont offertes dans les deux langues officielles à tout le personnel de la CCN. En outre, 91 nouveaux membres du personnel engagé pour une durée indéterminée ont suivi le cours en ligne sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels de l'École de la fonction publique du Canada, ce qui représente un taux de participation de 90 %.

PLAINTES ET ENQUÊTES

Le Bureau de l'AIPRP n'a reçu aucune plainte pendant la période de référence. Il n'y avait aucune plainte reportée des périodes de référence précédentes.

ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE

Aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) n'a été faite pendant la période de référence. Les résumés de toutes les EFVP que la CCN a faites sont affichés sur son site Web à l'adresse suivante : ccn-ncc.gc.ca/transparence.

SUIVI DE LA CONFORMITÉ

Le personnel et la coordination de l'AIPRP surveillent régulièrement le temps consacré au traitement des demandes en cours et se réunissent chaque semaine pour les étudier. Le traitement des deux demandes reçues n'a nécessité aucune consultation.

Les contrats de la CCN comportent des clauses génériques sur la collecte, l'utilisation, la responsabilité, la conservation et la communication des renseignements personnels, ainsi que sur son droit de mener des audits pour vérifier le respect de ces clauses.

ATTEINTES À LA VIE PRIVÉE

Aucune atteinte substantielle à la vie privée n'a été rapportée au Commissariat à la protection de la vie privée ou au Secrétariat du Conseil du Trésor pendant la période de référence.

COMMUNICATION DANS L'INTÉRÊT PUBLIC

Aucun renseignement personnel n'a été communiqué en vertu de l'alinéa 8(2)m) pendant la période de référence.

COUT DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Les couts associés à l'application de la LPRP sont liés au traitement des demandes et à la prestation de conseils et d'avis sur les questions relatives à la collecte, à l'utilisation, à la communication, à la conservation et au retrait des renseignements personnels. En tout, la CCN a eu recours à 0,29 équivalent temps plein pour mettre en application la LPRP dans l'ensemble de l'institution. Les salaires et les frais d'administration se sont élevés à 29 914 \$.

ANNEXE A



Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution: Commission de la capitale nationale

Période d'établissement de rapport : **2022-04-01** au **2023-03-31**

Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

1.1 Nombre de demandes reçues

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 2 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 0 |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 0 | |
| Total | | 2 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 1 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 1 |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i> | 1 | |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | 0 | |

1.2 Mode des demandes

| Mode | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne | 1 |
| Courriel | 1 |
| Poste | 0 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 2 |

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 0 |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 0 | |
| Total | | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 0 |

2.2 Mode des demandes informelles

| Mode | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne | 0 |
| Courriel | 0 |
| Poste | 0 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 0 |

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

| Délai de traitement | | | | | | | |
|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.4 Pages communiquées informellement

| Moins de 100 pages communiquées | | De 100 à 500 pages communiquées | | De 501 à 1 000 pages communiquées | | De 1 001 à 5 000 pages communiquées | | Plus de 5 000 pages communiquées | |
|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|-----------------------------------|--------------------|-------------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

3.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition des demandes | Délai de traitement | | | | | | | Total |
|--------------------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |

3.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|--------------|--------------------|---------|--------------------|
| 18(2) | 0 | 22(1)a)(i) | 0 | 23a) | 0 |
| 19(1)a) | 0 | 22(1)a)(ii) | 0 | 23b) | 0 |
| 19(1)b) | 0 | 22(1)a)(iii) | 0 | 24a) | 0 |
| 19(1)c) | 0 | 22(1)b) | 0 | 24b) | 0 |
| 19(1)d) | 0 | 22(1)c) | 0 | 25 | 0 |
| 19(1)e) | 0 | 22(2) | 0 | 26 | 1 |
| 19(1)f) | 0 | 22,1 | 0 | 27 | 1 |
| 20 | 0 | 22,2 | 0 | 27,1 | 0 |
| 21 | 0 | 22,3 | 0 | 28 | 0 |
| | | 22,4 | 0 | | |

3.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|---------|--------------------|---------|--------------------|
| 69(1)a) | 0 | 70(1) | 0 | 70(1)d) | 0 |
| 69(1)b) | 0 | 70(1)a) | 0 | 70(1)e) | 0 |
| 69,1 | 0 | 70(1)b) | 0 | 70(1)f) | 0 |
| | | 70(1)c) | 0 | 70,1 | 0 |

3.4 Format des documents communiqués

| Papier | Électronique | | | | Autres |
|--------|-----------------------|---------------------|-------|-------|--------|
| | Document électronique | Ensemble de données | Vidéo | Audio | |
| 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier et document électronique

| Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| 362 | 233 | 1 |

3.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier et document électronique par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 100 pages traitées | | 100 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|--------------------------|-----------------------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------------------|----------------|------------------------------|----------------|------------------------------|----------------|
| | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | 0 | Pages traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 1 | 362 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 1 | 362 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

3.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par dispositions des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60-120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|--------------------------|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

3.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par dispositions des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60-120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|--------------------------|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5.7 Autres complexités

| Disposition | Consultation requise | Avis juridique | Renseignements entremêlés | Autres | Total |
|--------------------------|----------------------|----------------|---------------------------|--------|-------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la *Loi*

| | |
|---|-----|
| Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> | 1 |
| Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> (%) | 100 |

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la *Loi*

| Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | Motif principal | | | |
|--|--|----------------------|----------------------|--------|
| | Entrave au fonctionnement /Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autres |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la *Loi* (y compris toute prolongation prise)

| Nombre de jours au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où aucune prolongation n'a été prise | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où une prolongation a été prise | Total |
|---|---|--|-------|
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

6.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution | | | | 15a)(ii) Consultation | | | 15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution |
|------------------------|---|-----------------------|--------------------------|---|--|---------|---------|---|
| | Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions | Grand nombre de pages | Grand volume de demandes | Les documents sont difficiles à obtenir | Document confidentiels du Cabinet (article 70) | Externe | Interne | |
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 31 jours | | | | | | | | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

| Consultations | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|---|---|---------------------------|----------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 9 – Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

| Article 31 | Article 33 | Article 35 | Recours judiciaire | Total |
|------------|------------|------------|--------------------|-------|
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 10 – Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)

10.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

| | |
|-------------------------|---|
| Nombre d'ÉFVP terminées | 0 |
| Nombre d'ÉFVP modifiées | 0 |

10.2 Fichiers de renseignements personnels spécifiques à l'institution et centraux

| Fichiers de renseignements personnels | Actifs | Créés | Supprimés | Modifiés |
|---------------------------------------|-----------|----------|-----------|----------|
| Spécifiques à l'institution | 10 | 0 | 0 | 0 |
| Centraux | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 10 | 0 | 0 | 0 |

Section 11 – Atteintes à la vie privée

11.1 Atteintes substantielles à la vie privée signalée

| | |
|---|---|
| Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT | 0 |
| Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP | 0 |

11.2 Atteintes à la vie privée signalée non-substantielles

| | |
|---|---|
| Nombre d'atteintes à la vie privée non-substantielles | 1 |
|---|---|

Section 12 – Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels**12.1 Coûts répartis**

| Dépenses | | Montant |
|---------------------------------------|---------|-----------------|
| Salaires | | \$27 834 |
| Heures supplémentaires | | \$893 |
| Biens et services | | \$1 187 |
| • Contrats de services professionnels | \$0 | |
| • Autres | \$1 187 | |
| Total | | \$29 914 |

12.2 Ressources humaines

| Ressources | Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels |
|--|---|
| Employés à temps plein | 0,287 |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0,000 |
| Employés régionaux | 0,000 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 0,000 |
| Étudiants | 0,000 |
| Total | 0,287 |

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.



Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : Commission de la capitale nationale

Période
d'établissement de
rapport : 2022-04-01
_____ au _____
2023-03-31

Section 1 : Capacité de recevoir des demandes sous la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

| | Nombre de semaines |
|--|--------------------|
| Capacité de recevoir des demandes par la poste | 52 |
| Capacité de recevoir des demandes par courriel | 52 |
| Capacité de recevoir des demandes au moyen du service de demande numérique | 0 |

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers sous la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papiers à différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents papiers non classifiés | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents papiers Protégé B | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents papiers Secret et Très secret | 0 | 0 | 52 | 52 |

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques à différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents électroniques non classifiés | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents électroniques Protégé B | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents électroniques Secret et Très secret | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 3 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

3.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes <i>dans</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2023 | Demandes ouvertes <i>dépassant</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2023 | Total |
|---|--|---|-----------|
| Reçues en 2022-2023 | 16 | 1 | 17 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 | 1 | 1 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 9 | 9 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 2 | 2 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 | 0 | 0 |
| Total | 16 | 13 | 29 |

3.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|--|------------------------------------|
| Reçues en 2022-2023 | 1 |
| Reçues en 2021-2022 | 1 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 |
| Total | 2 |

Section 4 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

4.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes <i>dans</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2023 | Demandes ouvertes <i>dépassant</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2023 | Total |
|---|--|---|----------|
| Reçues en 2022-2023 | 1 | 0 | 1 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 0 | 1 |

4.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|--|------------------------------------|
| Reçues en 2022-2023 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 |
| Total | 0 |

Section 5: Numéro d'assurance social**Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2022-2023?**

Non

Section 6: Accès universel sous la *Loi sur la protection des renseignements personnels***Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers confirmés en dehors du Canada en 2022-2023?**

0

ANNEXE B

Delegation Order / Arrêté de délégation***Access to Information Act and Privacy Act /
Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la Protection des renseignements personnels***

In accordance with section 95 of the *Access to Information Act* and section 73 of the *Privacy Act*, the Chairperson of the National Capital Commission hereby delegates authority granted for the provisions of these *Acts* as indicated below. Any prior Delegation Orders are hereby revoked.

Conformément à l'article 95 de la *Loi sur l'accès à l'information* et à l'article 73 de la *Loi sur la Protection des renseignements personnels*, le président de la Commission de la capitale nationale délègue, par le présent, l'autorité prévue dans les articles de ces *Lois*, ci-dessous mentionnés. Tous les arrêtés préalablement en vigueur sont révoqués.

| Position/Poste | Provisions of the <i>Access to Information Act & Regulations</i> / Articles de la <i>Loi sur l'accès à l'information et Règlements</i> | Provisions of the <i>Privacy Act & Regulations</i> / Articles de la <i>Loi sur la Protection des renseignements personnels et Règlements</i> |
|--|---|--|
| Chief Executive Officer / Premier dirigeant | Full authority/Autorité absolue | Full authority/Autorité absolue |
| Vice-President Public, Legal and Corporate Affairs / Vice-président Affaires publiques, juridiques et d'entreprise | Full authority/Autorité absolue | Full authority/Autorité absolue |
| Chief, Access to Information and Privacy (ATIP) / Chef, Accès à l'information et la protection des renseignements personnels (AIPRP) | Full authority/Autorité absolue | Full authority/Autorité absolue |
| Senior Analyst, ATIP / Analyste principal, AIPRP (RE-05) | Full authority/Autorité absolue | Full authority except for 8(2)(m) /Autorité absolue sauf pour 8(2)(m) |
| ATIP Analyst / Analyste de l'AIPRP (RE-04) | Act / Loi: 4(2.1), 7, 8(1), 9, 10, 11(2), 19(1), 24(1), 25, 26, 27(1), (4), 33, 44(2), 35(2)(b) Regulations / Règlements: 6(1) | 14, 15, 17(2)(b), 26, 33(2) |
| Junior ATIP Analyst / Analyste sub-alterne de l'AIPRP (RE-03) | Act / Loi: 4(2.1), 8(1), 11(2), 27(1), (4) Regulations / Règlements: 6(1) | |
| Director AREE and Chief Audit Executive / Directeur ARÉÉ et dirigeante de l'audit interne | 10, 16.5, 35(2)(b) | 22.3, 33(2) |

DocuSigned by:



22D20990E50D47E

Marc Seaman
Chairperson/Président

2022-May-02

Date